
économie

FORUM JCI Mahmood Cheeroo (CCI) :

" Adapter la politique d'ouverture à la situation économique "

HÔTELLERIE Rénovation

Le Dinarobin rouvrira ses portes le 5 septembre

BUDGET La MAMCF

Une amélioration de l'assurance agricole réclamée

BUDGET 2009 CSG/Solidarité :

" La journée ville et villages morts, seul recours après un tel budget "

FORUM JCI Mahmood Cheeroo (CCI) :

" Adapter la politique d'ouverture à la situation économique "



De g à dr, Thierry Vallet, Mahmood Cheeroo, Eric Ng et Sunil Bundoo animant, hier après-midi, le 72e Business Forum de la Jeune Chambre internationale

Le secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), Mahmood Cheeroo, a appelé, hier, à adapter la politique d'ouverture à la situation économique. Mahmood Cheeroo prône une protection minimale des industries locales, notamment au niveau des droits à l'importation. Il intervenait à un forum sur le budget au siège de l'Alliance Française, organisé par la Jeune Chambre Internationale et parrainé par la banque AfrAsia.

Premier intervenant à ce forum, Mahmood Cheeroo, secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie, a observé d'emblée que le budget 2009 ne vient pas modifier la stratégie économique du pays, en l'occurrence l'ouverture sur l'extérieur, une fiscalité légère et uniforme (taux d'imposition de 15% sur les revenus individuels, les profits des sociétés et une taxe à valeur ajoutée de 15% également). Le budget met également l'accent, selon Mahmood Cheeroo, sur l'*empowerment* des défavorisés et une réduction de l'intervention de l'Etat dans l'économie. "*La philosophie du budget est claire : Aide toi et l'Etat t'aidera.*" Le secrétaire général de la CCI constate également que le ministre des Finances a eu, dans la conjoncture actuelle, à apporter des aménagements temporaires à sa politique économique en attendant une éventuelle reprise. Le secteur touristique, par exemple, a été exempté du *Solidarity Levy* et a bénéficié de nouvelles mesures incitatives.

Mahmood Cheeroo a fait état des actions ciblées "*qui répondent aux attentes des opérateurs économiques*". "*Heureusement que la crise n'a pas affecté outre mesure les finances publiques*", a-t-il souligné. Le Grand Argentier a pu laisser filer le déficit budgétaire (de 3,9% en 2008/2009 à 4,8% pour le second semestre 2009 et à 5% en 2010) et trouver les ressources nécessaires pour financer les

divers plans de soutien aux entreprises afin de protéger les emplois.

Parlant des leçons à tirer de la crise économique, il considère que celle-ci rend obligatoire une *" modulation de la politique d'ouverture tous azimuts de l'économie mauricienne "*. Certes, dit-il, une politique d'ouverture bien pensée est nécessaire, mais *" il ne faut pas mettre tout son espoir sur cette ouverture "*. M. Cheeroo prône une politique de protection minimale des industries domestiques. *" Je pense qu'il faudrait maintenir un taux de 10 à 15% sur les importations "*, a-t-il indiqué.

Pour le secrétaire général de la CCI, la classe moyenne semble avoir été oubliée dans la stratégie énoncée par le ministre des Finances. *" La classe moyenne ne se retrouve pas dans ce budget. Certainement, il est très important d'empower les personnes démunies, mais il faut aussi donner les moyens aux autres d'avoir accès à des activités plus rémunératrices et d'améliorer leur pouvoir d'achat "*, a-t-il argué.

Pour Thierry Vallet, directeur de l'investissement stratégique chez AfrAsia Bank, le discours du budget apporte la confirmation que la *" crise a rattrapé Maurice "*, d'où la panoplie de mesures pour booster l'économie nationale. Commentant les grands projets infrastructurels, M. Vallet considère que les entreprises mauriciennes de construction doivent être partie prenante de ces projets en partenariat avec des compagnies étrangères. Opinion partagée par le troisième intervenant, Sunil Bundoo de l'Université de Maurice. Thierry Vallet a fait part de ses craintes que le délai avant la mise en chantier de certains de ces projets ne soit trop long, faisant ainsi grimper les coûts.

Elaborant sur certaines mesures spécifiques dont la mise en place des fonds totalisant Rs 3,5 milliards comme soutien direct aux entreprises, Thierry Vallet a souhaité que cette enveloppe soit destinée aux entreprises *" qui ont un avenir "*. Il a dit apprécier la création d'un fonds de Rs 500 millions à la State Investment Corporation (SIC) pour l'achat d'actifs des entreprises en difficulté afin que celles-ci puissent en retour obtenir des liquidités. *" Si c'est bien géré, cette mesure est un winner "*, a-t-il fait ressortir. Thierry Vallet est aussi d'avis que la mise en place d'un Export Credit Insurance Scheme de Rs 1 milliard va dans la bonne direction et encouragera les exportateurs. Il a, dans la foulée, parlé favorablement d'autres mesures telles la ligne de crédit pour stimuler les opérations de crédit-bail, les incitations à l'investissement dans les projets Integrated Resort Scheme et Real Estate Scheme, mesures qui devraient doper la vente des villas. Il note avec satisfaction l'abolition de la Travel Tax sur les voyages à

Rodrigues.

Réagissant à l'annonce du doublement du levy sur les revenus (de 0,5% à 1%) et les profits (de 1,7% à 3,4%) des banques, Thierry Vallet soulignera qu'il n'est pas contre l'imposition des secteurs qui réussissent, mais qu'il craint que le levy sur les revenus ne soit perçu comme une autre forme de " *taxe de sortie sur le sucre* ". Les autorités ont intérêt à faire preuve de prudence surtout à un moment où le pays veut attirer des investisseurs étrangers dans le domaine de l'Islamic Banking.

Réorientation

Le volet social du budget a été au centre des observations de Sunil Bundoo, *Associate Professor* en matière d'économie à l'Université de Maurice. " *A première vue, c'est un budget bien préparé dont l'objectif est de minimiser les effets de la crise globale* ", a déclaré Sunil Bundoo qui a relevé, entre autres, les mesures concernant les agriculteurs, les pêcheurs, les personnes vulnérables et celles qui seront initiées sous le National Empowerment Foundation (NEF), les petites et moyennes entreprises. L'intervenant demande aux parties concernées de s'assurer que, dans le cadre des diverses mesures de soutien aux entreprises pour faire face à la crise, les grosses boîtes ne grignotent pas le budget alloué. Il estime également que les PME doivent bénéficier, si nécessaire, de conseils utiles sur la possibilité d'une réorientation de leurs opérations vers d'autres types d'activités (exemple : les services).

Sunil Bundoo est en faveur d'une participation active des compagnies de construction locales dans les projets infrastructurels de l'Etat. Il remarque que les coûts de certains projets risquent de grimper en attendant leur mise à exécution. Sunil Bundoo estime de plus que la qualité et la transparence doivent primer dans l'exécution de ces projets.

Commentant la forte dotation budgétaire du NEF, il a souhaité que cette organisation ait les ressources humaines adéquates pour mener à bien ses projets. Un suivi des personnes qui seront ciblées par les projets du NEF est primordial pour établir si vraiment l'impact escompté à été atteint. Sunil Bundoo propose également que les jeunes qui n'ont pas de certificat de CPE ou de SC soient les plus visés par les programmes de formation qui seront financés par la NEF. " *Les mesures sont là mais il est important de faire le suivi et s'assurer que des résultats concrets soient obtenus dans ce combat contre la pauvreté.* "

L'*Associate Professor* reconnaît qu'il sera difficile de protéger tous

les emplois en cette période crise, mais il est impérieux de s'assurer que ceux qui perdront leurs emplois aient la possibilité d'être redéployés dans un autre secteur d'activités, bénéficier d'une formation en conséquence accompagnée d'une assistance financière.

Eric Ng : " Pas de dérapage au niveau du déficit budgétaire "

Dans des observations générales, Eric Ng, économiste qui a agi comme modérateur lors de ce forum, a trouvé que le budget 2009 est une " *extension* " de l'Additional Stimulus Package (ASP) présenté en décembre 2008. Il a surtout fait mention de l'enveloppe de Rs 14,2 milliards pour la sauvegarde des entreprises et la protection des emplois en cette période de crise globale. Eric Ng a mentionné en passant le montant de Rs 1 alloué aux petites et moyennes entreprises, la création d'un Export Credit Insurance Scheme de Rs 1 milliard, les mesures ciblées pour le secteur hôtelier, le levy sur le chiffre d'affaires et profits des banques et compagnie de téléphonie pour financer des actions de solidarité aux plus démunis. L'économiste observe que le Grand Argentier n'a pas touché à la taxe à valeur ajoutée, n'a pas poursuivi la politique de baisse de droits de douane et a maintenu, par ailleurs, le système de transport gratuit pour les scolaires/pensionnés. Eric Ng note également que malgré la baisse des revenus fiscaux, il n'y aura pas de dérapage concernant le déficit budgétaire, qui a été fixé à 4,8% pour la période juillet/décembre 2009 et à 5% pour 2010.

HÔTELLERIE Rénovation

Le Dinarobin rouvrira ses portes le 5 septembre

Le Dinarobin Hotel Golf & Spa, établissement du groupe Beachcomber, sera fermé du 25 mai au 4 septembre pour travaux de rénovation. Karen Le Luron, chargée de communication, précise que ces travaux cibleront essentiellement les espaces communs et les restaurants. Ces travaux de rénovation visent à renforcer le positionnement du Dinarobin " *comme le lieu culte du bien-être et de l'harmonie à Maurice* ".

Les travaux sont déjà enclenchés depuis quelques jours. Les points clés de la rénovation s'articulent autour de quatre points précis : un nouveau centre de sports et une nouvelle entrée du Spa ; le réaménagement des restaurants et des parties communes ; la création d'un restaurant additionnel de spécialités ainsi que cinq nouvelles piscines. Karen Le Luron précise que cinq ensembles de bungalows présélectionnés seront dotés de piscines. La piscine principale à deux niveaux, située au centre de l'hôtel, sera remise en valeur. Les espaces de repos longeant la piscine seront agrémentés de decks en bois, de bassins de réflexion et de dallage en pierre naturelle travaillé en alternance. Une terrasse à ciel ouvert et un nouvel espace d'animation seront conçus plus près du bar, alors que l'espace d'animation actuel sera converti en salon privé. Autre innovation : un petit bassin à thème oriental sera construit à côté des boutiques. De plus, concernant le club, un escalier extérieur reliera directement le club à la terrasse située sur le toit, alors que le couloir menant au club sera également réaménagé.

Réputé pour la qualité de sa gastronomie, le Dinarobin, a souligné Karen Le Luron proposera à sa réouverture un 4^e restaurant, portant le nombre total de restaurants disponibles sur la péninsule du Morne à huit. Le restaurant principal *L'Harmonie*, en bordure de piscine, se dotera d'un nouveau mobilier mieux adapté aux conditions climatiques des îles. Le restaurant sera pourvu d'une nouvelle terrasse qui sera coiffée de chaume et fermée par une grande baie vitrée s'ouvrant côté plage. Les murs du restaurant seront agrémentés de pierre et de ravenale. Le nouveau restaurant de saveurs toscanes proposera une décoration essentiellement contemporaine avec deux ambiances différentes : l'intérieur bénéficiera d'un espace raffiné avec parquet de bois et l'extérieur un deck de bois nature. L'ouverture officielle du Dinarobin est prévue pour le samedi 5 septembre.

BUDGET La MAMCF

Une amélioration de l'assurance agricole réclamée

Pour le président de la Mauritius Agricultural Marketing Cooperative Federation (MAMCF), Tunraz Rampall, l'assurance agricole doit couvrir les investissements. Cette anomalie aurait dû être corrigée par le budget présenté vendredi dernier, soutient-il.

" Si j'investis Rs 100 000 dans la pomme d'amour et mon ami investit Rs 50 000 dans un autre légume, l'assurance doit couvrir

nos cultures différemment. Or tel n'est pas le cas actuellement. Tou legim pe kouver parey aster la ", explique Tunraz Rampall. Toujours à ce chapitre, affirme-t-il, la couverture de la pomme de terre et de l'oignon ne satisfait pas les planteurs : elle ne couvre que les inondations et les sécheresses, pas les maladies. Or, souligne notre interlocuteur, les maladies découlent d'une abondance de pluies. " Si les pluies tombent pendant une semaine mais sans que la pluviosité n'atteigne le niveau qui permettra à la météo de déclarer une catastrophe naturelle, l'assurance n'intervient pas. Même si ces pluies ont énormément contribué à la prolifération de maladies affectant les plantes ", dit-il, en insistant que l'assurance doit aussi couvrir ce risque climatique.

D'autre part, relève Tunraz Rampall, la couverture d'une assurance pour la pomme de terre et pour l'oignon prend effet un mois après que les plantes ont été mises en terre. " *Nous demandons à ce qu'elle prenne effet immédiatement après la mise en terre parce que 60 % de nos investissements ont déjà été effectués. Lamem ena pli gran risk ", explique le président de la MAMCF. Pour lui, " saki bizin kouver, lasirans la pa pe kouver. "*

Notre interlocuteur affirme par ailleurs que les planteurs qui occupent les terres des établissements sucriers sont défavorisés s'ils contractent une assurance. Ils doivent payer une prime d'une année pour couvrir une plantation qui ne dure que quatre mois. Après cette période, ils doivent rendre les terres à leurs propriétaires. M. Rampall demande à ce que le gouvernement revoie cette couverture ou la rende optionnelle.

BUDGET 2009 CSG/Solidarité :

" La journée ville et villages morts, seul recours après un tel budget "

" Les mesures budgétaires de Rama Sithanen ne profitent qu'aux entreprises et aux capitalistes. " Tel est le constat de la Confédération syndicale de Gauche (CSG/Solidarité) après avoir pris connaissance du budget pour l'année 2009. Pour les dirigeants de cette confédération syndicale, " devant un tel budget, pro-capitaliste et pro-patronat, le seul recours est la résolution votée lors de notre assemblée du 1er-Mai, c'est-à-dire la journée ville et villages morts. "

Serge Jauffret, président de cette confédération, déplore que le

budget " ne profite nullement aux travailleurs et aux ti-dimounn ". Selon lui, même avec le Stimulus Package, les entreprises continuent de licencier et il en sera de même avec les mesures préconisées dans le budget. " Gouvernma pe met manze dan labous bann patron. Tou kalite fasilite avek kredi DBM ou soi bann terin kinn met a zot dispozision. Me tousala, se lamone kontribiab ki pe donn bann patron. Se ti-dimounn ki finn finans developman ekonomik dan pei e nou pe kontinie fer li. Me ki nou pe assiste, enn pert dan pouvwar dacha e restriksion saler. Travayer inn finans Stimulus Package a traver TVA. Nou kalifie sa plan daksion Rama Sithanen la de pro kapitalis. " Serge Jauffret s'est aussi montré critique envers le ministre des Finances, qui a affirmé vouloir protéger les emplois. " Li vinn koz proteksion lanplwa me avek sa de nouvo lalwa travay la, dimounn pe lisansie kouma naryin ditou, lane apre lane pa pe gayn full konpansasion e mem si lanplwa pe kree, se bann post preker, kot pena enn sekirite danplwa. An tou ka, nou pa loin pou koumans nou zourne vil e vilaz mor. Sa pou biento realize. "

Atma Shanto, président de la Fédération des Travailleurs Unis, syndicat affilié à CSG/Solidarité, a aussi parlé de la situation au niveau de la création d'emplois et des nombreux licenciements dans la zone franche et ailleurs. " Bann minis Chaumière ek Sithanen touzour tap lestoma, dir koumsa ki kreasion lanplwa en progresion me ki kalite lanplwa ki pe kree, se bann lanplwa kontraktiel kot dimounn pena okenn garanti ki li pou gard so post ase lontan pou gayn enn stabilite finansie. E ansuit bann sif inn vinn kontredir bann ki ti pe dir ki pena okenn lisansiman masif avek 5 000 lisansiman en tou. Sertin mezir dan sa bidze la pe ousi amenn privatizasion sertin servis pou fer li vinn payan, kouma inn mansionn Road Development Company e non Authority ki pou vinn zer sertin larout. An plis, Rama Sithanen pe dir ki bizin fer sertin sakrifis me se selman ti-dimounn ki bizin fer sa bann sakrifis la ? Bann patron la pa pou fer naryin zot ? "

Ashock Subron, de la General Workers Federation, aussi membre de cette confédération syndicale, a dénoncé le concept de Corporate Social Responsibility, selon lequel chaque entreprise profitable est censée reverser 2 % de ses profits à une institution charitable ou aux ONG. " Avek sa se plito pou bann lantrepriz gayn bonn konsians alor ki zot bann prop anploye pe viv ek bann saler mizerab. Nou pa dakor avek sa. "

Ashock Subron a aussi abordé le thème de la privatisation, soutenant qu'avec ce concept, ce sont les grosses entreprises étrangères qui auront aux contrats les plus juteux, occasionnant ainsi une situation d'augmentation du chômage dans l'île. " Dabor, se bann gro kontrakter depi deor ki pou gayn sa bann gro kontra la, e pou tou kontra anba Rs 50 M, pa pou ena tender e se bann peti

kopin ki pou gayn tou. Nou pou koumans enn kanpayn de mobilizasion biento e bann manifestasyon rezional pou ansam nou al ver enn zourne vil e vilaz mor. "